



Au cœur des crises interdépendantes auxquelles le monde est confronté aujourd'hui, les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations représentatives ont été et sont toujours à l'avant-garde des efforts pour surmonter ces temps difficiles en tant que pourvoyeurs et protecteurs de leurs communautés et de la planète.

Les gouvernements locaux et régionaux se sont efforcés de protéger leurs communautés, malgré cette période complexe, veillant à protéger les personnes les plus vulnérables et assurer leur sécurité, travaillant pour assainir les transports, assurer l'approvisionnement de nourriture, s'efforçant de mettre fin aux expulsions et s'engageant pour la protection de la santé et des droits humains des personnes. Les gouvernements locaux et régionaux se sont efforcés de protéger les femmes des situations de violence pendant la pandémie en apportant des réponses basées sur le genre et en favorisant les systèmes de soins. De plus, la diplomatie des villes s'est efforcée de garantir la poursuite de la solidarité et la fourniture de services essentiels à celles et ceux qui en ont le plus besoin dans les moments critiques.

Pour garantir réellement que personne ni aucun lieu ne soit laissé pour compte et que nous atteignons les ODD, il est nécessaire de développer un système multilatéral fonctionnant davantage comme un réseau et basé sur une gouvernance pluri-niveau et une collaboration multipartite. Ce système multilatéral renouvelé doit prendre en compte les multiples dimensions d'un monde urbain : un système de territoires ruraux et urbains, de villes de moindre taille et d'autres intermédiaires, d'entités métropolitaines et de régions ; et doit fournir un soutien financier et de renforcement de capacités pour que les gouvernements locaux et régionaux (GLR) puissent participer à cette transformation. Une approche complète englobant tous les échelons de gouvernement et tous les secteurs de la société est également essentielle pour lutter contre les inégalités, le changement climatique et favoriser la paix afin de transformer nos systèmes.



LOCALISATION EN 2022 : LES ODD EN COURS D'EXAMEN CETTE ANNÉE

Renforcer l'offre de services publics locaux pour garantir le droit à l'éducation et un meilleur avenir partagé

L'impact de la pandémie sur celles et ceux qui avaient déjà moins d'opportunités est tangible. Les personnes âgées, les travailleurs et travailleuses ainsi que les personnes vivant dans l'informalité, les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées ont été parmi les plus affectées. Les crises actuelles en Ukraine, au Mali ou au Liban frappent également les populations marginalisées davantage que les autres, provoquant des déplacements et des personnes réfugiées, ainsi que des pertes tragiques de vies humaines.

Le rôle des gouvernements locaux et régionaux en tant que pôles d'apprentissage et d'innovation est essentiel pour garantir une éducation de qualité et fournir à toutes et tous des environnements accessibles, sûrs et propices qui favorisent l'équité ainsi que l'égalité des chances, et qui nous donneront plus de résilience face aux prochaines crises. L'éducation est un droit humain fondamental pour permettre le plein développement des individus et des communautés à toutes les étapes de la vie. En effet, investir dans le niveau d'instruction est essentiel pour surmonter les inégalités. Cela implique de favoriser l'éducation formelle, y compris un enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, de lutter contre l'abandon scolaire précoce et d'inciter au retour ; enrichir le programme scolaire ; promouvoir des environnements d'apprentissage sains et sûrs, le développement de la petite enfance et la participation équitable à l'éducation post secondaire, y compris à l'université. Cela inclut également la promotion des compétences techniques et professionnelles, de l'emploi, des emplois décentes et de l'esprit d'entreprise, à la fois par l'EFTP et l'enseignement supérieur, ainsi que des formes informelles et non formelles d'offrir une éducation, en particulier pour promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tout le monde.

Les gouvernements locaux et régionaux ont une position privilégiée pour favoriser les politiques éducatives et créer des environnements propices à l'échange et à l'apprentissage pour développer les capacités de leurs communautés. L'élaboration des politiques de manière participative est essentielle pour garantir des programmes d'éducation tout au long de la vie en réponse aux besoins et aux priorités de tous les citoyens et toutes les citoyennes.

La priorité est de compenser la crise de l'apprentissage induite par la pandémie de la COVID-19, qui a anéanti 20 ans de gains d'apprentissage. Cette reprise ne se produira que si des efforts extraordinaires sont déployés. Il est estimé que 11 millions de filles ne retourneront pas à l'école en raison des fermetures d'écoles liées à la COVID-19. Pour cette raison, une approche de l'éducation en partant du terrain, de proximité et communautaire qui dépasse les frontières de l'enseignement traditionnel est essentielle. Il s'agit notamment de remédier à la fracture numérique par le biais des services publics, d'impliquer les familles dans les politiques éducatives de leurs enfants, de favoriser une éducation sensible au genre et de surmonter les obstacles à l'éducation des femmes et des filles et, dans l'ensemble, de fournir des mesures d'adaptation aux populations confrontées à une discrimination structurelle.

La fourniture d'une éducation adéquate nécessite de répondre à un certain nombre de besoins fondamentaux, notamment l'accès à l'eau et à l'assainissement (ODD 6), à la santé (ODD 3), à l'alimentation (ODD 2) et aux transports, au logement et à d'autres types d'infrastructures, en particulier dans les villes (ODD 11).

Aborder les crises interdépendantes par l'égalité des genres et l'élaboration de politiques féministes

Les effets genrés de la pandémie de la COVID-19 sont bien connus et de grande envergure, touchant de manière disproportionnée les femmes, les filles, les personnes transgenres et non binaires, en particulier les minorités visibles et les personnes racialisées, les personnes ayant des besoins d'accessibilité différents, les personnes immigrées, les femmes âgées et d'autres groupes marginalisés. Souvent, ils découlent de la même cause : l'association persistante du travail lié aux soins et celui des femmes, couplé à la dévalorisation de ce travail tant au foyer que dans la société.

Les défis liés à la violence à l'égard des femmes ont également augmenté de manière significative au cours des dernières années, entraînant de graves conséquences et des impacts potentiels à moyen et long terme sur la santé et le bien-être, affectant l'ensemble de la société. Les mouvements de la société civile et les gouvernements locaux ont œuvré à sensibiliser spécifiquement sur la prévalence croissante des féminicides.

Favoriser l'égalité des genres et la participation des femmes et des leaders féministes locales à la prise de décision est au cœur du processus démocratique, et essentiel pour permettre une gouvernance empathique et qui prend soin, ainsi que pour répondre aux divers besoins et aspirations des communautés. Les politiques locales féministes qui promeuvent la solidarité et le partenariat plutôt que la concurrence, peuvent contribuer à créer des espaces pour prendre soin et respecter les personnes et la planète et pour garantir tous les droits des citoyennes et citoyens grâce à des environnements favorables, sensibles au genre et qui tiennent compte d'une diversité de besoins. Le rôle actif et l'engagement croissant des gouvernements locaux et régionaux dans la promotion des politiques publiques de lutte contre la violence à l'égard des femmes sont essentiels pour un environnement favorable aux politiques féministes et au développement et à l'autonomisation des femmes.

Le leadership féministe local consiste à placer nos communautés au centre, en mettant l'accent sur la gouvernance de proximité, la collaboration pacifique et une prestation de services qui prenne soin des personnes qui les fournissent.

Parvenir à une vie meilleure sur terre, sous l'eau, et dans toutes les villes et tous les territoires

La pandémie de la COVID-19 a démontré les liens intrinsèques entre les personnes et la nature et la façon dont le changement climatique menace les moyens de subsistance et la biodiversité. **Parvenir à une vie meilleure et durable sur terre, sous l'eau ne sera possible que grâce à des processus de localisation des ODD qui prennent en compte le rôle des grandes villes et des villes intermédiaires, des petites villes et des régions et territoires**, qui sont essentiels à la résilience et au développement de modèles alternatifs de production et consommation. Un développement territorial durable nécessite des stratégies qui abordent le territoire comme un système multifonctionnel et connecté. Les gouvernements locaux et régionaux sont essentiels pour incarner une vision d'une vie meilleure sur terre en tant que niveau de gouvernement le plus proche des communautés et en tant que protecteurs de la biodiversité de leurs territoires.

Pour remplacer notre paradigme extractif actuel par un avenir régénérateur, l'utilisation effrénée des ressources, la croissance démographique, les inégalités et le système économique défectueux qui ont causé le déclin des écosystèmes doivent être systématiquement abordés. **Toute action climatique doit être soutenue et renforcée par**

un changement de notre rapport à nos écosystèmes à travers un changement structurel des modèles économiques et des systèmes de production-consommation. Une évolution vers des systèmes solidaires, à travers la culture comme levier vers un développement durable ; ainsi qu'avec la protection des droits environnementaux et en éliminant toutes les formes d'injustice en matière d'accès à un environnement de qualité et sain sont des contributions essentielles d'un point de vue local et régional.

De plus, la protection de nos océans et la promotion de la vie marine ne seront pas possibles sans une forte inclusion et implication de tous les gouvernements locaux et régionaux, au-delà même des zones côtières, pour la protection de la biodiversité, la gestion des bassins versants et la réduction des pollutions côtière et marine. Un nombre croissant de gouvernements locaux et régionaux sont engagés dans l'aménagement de l'espace maritime et la gestion des activités côtières et maritimes et de l'économie bleue. En bref, la protection de nos océans ne peut pas être réalisée sans une gouvernance pluri-niveau et multipartite des océans, impliquant tous les échelons et acteurs gouvernementaux par le biais d'une coordination et d'une coopération verticale et horizontale.

La combinaison du suivi scientifique, de la surveillance de la société civile et des connaissances traditionnelles est essentielle pour la restauration des écosystèmes.

Les gouvernements locaux et régionaux peuvent impliquer plusieurs échelons de gouvernement et des parties prenantes dans tous les secteurs de manière coordonnée, facilitant la coopération, la confiance et l'apprentissage mutuel, ainsi qu'une plus grande inclusion et justice.

Engagement pour la localisation des agendas de développement universels et la promotion des examens locaux volontaires et des examens infranationaux volontaires

Les gouvernements locaux et régionaux et leurs réseaux s'engagent à localiser les agendas de développement universels et à ne laisser personne ni aucun territoire pour compte. Depuis l'adoption de l'Agenda 2030, la participation des GLR aux processus de suivi et de rapport a évolué.

En 2020 et 2021, le nombre total d'examen locaux volontaires (VLR) disponibles dans le monde a plus que triplé (passant de 40 VLR environ en juin 2020 à plus de 150 en juin 2022). Au cours de la même période, 15 examens infranationaux volontaires (VSR) (processus d'élaboration de rapports infranationaux partant du terrain et à échelle nationale, sur l'état de la localisation des ODD et de l'Agenda 2030 pour le développement durable dans un pays spécifique) ont été rédigés dans 14 pays à l'échelle mondiale. Dix autres seront publiés en juillet 2022. Ces VLR et VSR, qui représentent désormais un total de 1,2 milliards de personnes, se sont avérés avoir une influence sur les dialogues et les mécanismes nationaux pour la mise en œuvre des ODD, et ont également eu des impacts positifs directs sur la gouvernance locale en augmentant la sensibilisation, la transparence, la responsabilité et l'appropriation des objectifs mondiaux par les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations. Parmi les principaux résultats se trouvent : une meilleure vision des processus de localisation, une plus grande attention des États et parfois même une meilleure coordination avec l'implication de l'association des gouvernements locaux dans les mécanismes nationaux. L'élaboration de tels rapports renforce également le dialogue entre les gouvernements locaux et les institutions internationales.

La participation demeure néanmoins inégale : la participation des GLR à la préparation des VNR a augmenté progressivement passant de 32 % des pays en 2016 à 48 % en 2022. Pour autant, la participation des GLR dans les mécanismes nationaux de coordination pour

orienter la mise en œuvre des ODD a progressé de manière plus lente. La participation était de 28 % en moyenne entre 2016-2021, et a atteint 34 % en 2022, bien qu'avec de forts contrastes régionaux. En Europe, la participation a atteint 88 % dans le processus des VSR et 63 % dans les mécanismes nationaux de coordination en 2022. Cependant, celle-ci est en baisse cette année en Asie-Pacifique et en Amérique latine.

Les VLR et les VSR doivent être considérés comme des outils politiques afin de créer une plus forte dynamique et l'appropriation des objectifs en plus de leur utilisation dans les rapports. Les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations réitèrent leur engagement à favoriser le développement des examens locaux volontaires (VLR) et des examens infranationaux volontaires (VSR). Les synergies qui découlent de ces rapports et processus sont inestimables pour promouvoir l'appropriation et la réalisation des ODD et accroître la participation des gouvernements locaux et régionaux aux mécanismes de coordination nationaux.



NOS ESPOIRS POUR LE FPNH 2022

Les gouvernements locaux et régionaux mettent en lumière les nouveaux éléments essentiels d'un monde qui prend soin. Le temps est venu de développer un environnement propice aux services de base comme pierre angulaire de la vie et de la prospérité de nos communautés. Favoriser des politiques éducatives capables de développer les capacités humaines et la créativité et de promouvoir l'égalité des chances dans un parcours éducatif de qualité et pour que les femmes et les filles soient représentées dans tous les aspects de la vie publique. Protéger la vie sur terre et sous l'eau par un changement de notre rapport à nos écosystèmes et des modèles économiques à travers une approche système de villes ; et renforcer la localisation des ODD pour promouvoir l'appropriation et la réalisation de l'Agenda 2030 aux niveaux local et régional.

Les efforts partagés entre les gouvernements locaux et régionaux et leurs réseaux et partenaires pour maintenir la fourniture de services locaux et favoriser la paix par la diplomatie des villes seront essentiels pour atteindre ces objectifs partagés.

En ce sens, et au regard des ODD en cours d'examen en 2022, le collectif des gouvernements locaux et régionaux appelle le FPNH à :

- Inclure les gouvernements locaux et régionaux dans les décisions à tous les niveaux qui impliquent la fourniture de services et l'atténuation des impacts négatifs des urgences complexes, car ils ont compris l'importance du contexte actuel et la **vitalité des services de base comme levier pour améliorer la vie de nos voisins.**
- Favoriser le soutien ininterrompu de tous les échelons de gouvernement pour assurer la protection de la santé et des droits humains pour tous et toutes et en particulier aux groupes les plus vulnérables de la population.
- Reconnaître l'importance de la diplomatie des villes en tant que diplomatie transformatrice que les gouvernements locaux et régionaux peuvent proposer en temps de crise et le rôle clé que la coopération décentralisée peut jouer en tant qu'élément faisant partie intégrante et servant à renforcer notre capacité à favoriser la paix et la solidarité.
- S'appuyer sur la démonstration des soins fournis par les gouvernements locaux et régionaux au cours des dernières années et reconnaître les soins comme la dimension qui doit être intégrée dans toutes les décisions politiques pour protéger les plus vulnérables, les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées, ainsi que celles et ceux qui vivent dans l'informalité.

- **Donner la priorité à l'éducation en tant que moteur du développement durable et la renforcer en tant que service public essentiel** répondant aux besoins de toutes et tous dans un monde de plus en plus numérique.
- **Garantir l'accès et la participation à la vie culturelle comme antidote aux crises** et comme moteur essentiel du développement durable et de la transition vers des systèmes de soins.
- **Intégrer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans tous les processus d'élaboration des politiques** et reconnaître le pouvoir transformateur de l'élaboration de politiques féministes dans la lutte contre les inégalités et le changement climatique et pour atteindre les ODD.
- **Favoriser l'inclusion des femmes et des filles dans le leadership local** et promouvoir des approches participatives et inclusives qui garantissent que toutes les voix sont prises en compte et représentées dans la prise de décision.
- **Renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux dans la construction de modèles de gestion durable de nos écosystèmes et de la biodiversité** pour protéger la vie sur terre et sous l'eau.
- **Renforcer le rôle des villes intermédiaires, des petites villes** et des espaces et des territoires ruraux dans la réalisation des agendas universels de développement.
- **Souligner le rôle crucial de la gouvernance pluri-niveau et de la collaboration multipartite dans la protection de nos océans** et l'inclusion des villes et des territoires dans l'élaboration des politiques liées aux océans au-delà des zones côtières.
- **Repenser l'architecture fiscale et renforcer les finances locales** pour réaliser les agendas universels de développement.
- **Considérer les processus VLR et VSR comme des opportunités de consolidation des politiques, qui sont essentielles pour promouvoir l'appropriation et la réalisation des agendas de développement universels** et la reconnaissance des VLR et VSR dans les délibérations officielles du FPHN.
- Impliquer les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations dans les processus VNR, et promouvoir le développement de VLR et VSR (processus d'élaboration de rapports infranationaux partant du terrain et à échelle nationale, sur l'état de la localisation des ODD et de l'Agenda 2030 pour le développement durable dans un pays spécifique).
- **Tirer parti des liens entre le Nouvel agenda urbain et les agendas de développement universels** pour assurer la prestation de services, et la coordination entre les échelons de gouvernement pour accélérer leur mise en œuvre.
- **Favoriser un système multilatéral renouvelé, plus inclusif, basé sur l'appropriation, la cocréation et la paix**, incluant et engageant les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations représentatives à toutes les étapes des processus de prise de décision.



GLOBAL TASKFORCE

DE GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX



www.global-taskforce.org

Facilitée par :

